2516 (XXIV). Question de Corée

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte du rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, signé à Séoul (Corée) le 6 septembre 1969¹,

Réaffirmant sa résolution 2466 (XXIII) du 20 décembre 1968 et les résolutions antérieures relatives à la question de Corée qui y sont mentionnées,

Reconnaissant que le fait que la Corée continue d'être divisée ne correspond pas aux vœux du peuple coréen et constitue une source de tension qui empêche le plein rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région,

Rappelant que l'Organisation des Nations Unies, en vertu de la Charte, est pleinement et légitimement habilitée à prendre des mesures collectives pour maintenir la paix et la sécurité et à prêter ses bons offices pour rechercher un règlement pacifique en Corée conformément aux buts et principes de la Charte,

Soucieuse que des progrès soient réalisés vers la création de conditions propres à faciliter la réunification de la Corée sur la base de la volonté librement exprimée du peuple coréen,

Préoccupée par les rapports sur les nouveaux événements survenus en Corée qui, s'ils se poursuivent, pourraient entraver les efforts en vue de créer les conditions pacifiques qui sont une des conditions préalables de la constitution d'une Corée unifiée et indépendante,

1. *Réaffirme* que les objectifs des Nations Unies en Corée sont de constituer, par des moyens pacifiques, une Corée unifiée, indépendante et démocratique ayant une forme représentative de gouvernement et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région;

2. *Exprime la conviction* que des dispositions doivent être prises pour atteindre ces objectifs grâce à des élections véritablement libres organisées conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

3. *Lance un appel* à la coopération en vue de réduire les tensions dans la région et, en particulier, pour que soient évités les incidents et activités qui violeraient l'Accord d'armistice de 1953;

4. *Prend note avec approbation* des efforts déployés par la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, dans l'exécution de son mandat, pour inciter à la modération et contribuer à la réduction des tensions dans la région et pour s'assurer l'appui, l'assistance et la coopération maximums en vue de réaliser la réunification pacifique de la Corée;

5. *Prie* la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée de poursuivre ses efforts dans ce domaine et dans d'autres domaines en vue d'atteindre les objectifs des Nations Unies en Corée, de continuer à s'acquitter des tâches qui lui ont été assignées antérieurement par l'Assemblée générale et de tenir les membres de l'Assemblée au courant de la situation dans la région ainsi que du résultat de ces efforts en soumettant régulièrement des rapports au Secrétaire général et, le cas échéant, à l'Assemblée générale;

6. *Note* qu'une grande partie des forces des Nations Unies envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies a déjà été retirée, que l'unique objectif des forces des Nations Unies se

trouvant actuellement en Corée est de sauvegarder la paix et la sécurité dans la région et que les gouvernements intéressés sont disposés à retirer de Corée les forces qui s'y trouvent encore lorsque cette mesure sera demandée par la République de Corée ou lorsque seront remplies les conditions d'un règlement durable, telles qu'elles ont été définies par l'Assemblée générale.

1818^e séance plénière,
25 novembre 1969.

2574 (XXIV). Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité

A

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2340 (XXII) du 18 décembre 1967 et 2467 (XXIII) du 21 décembre 1968,

Tenant compte de ce que les problèmes relatifs à la haute mer, aux eaux territoriales, aux zones contiguës, au plateau continental, aux eaux sous-jacentes et au fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale sont étroitement liés,

Considérant que la définition du plateau continental contenue dans la Convention sur le plateau continental du 29 avril 1958² n'indique pas avec suffisamment de précision les limites de la zone sur laquelle un Etat riverain exerce des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles, et que le droit international coutumier en la matière ne tranche pas cette question,

Notant que les progrès techniques rendent la totalité du fond des mers et des océans peu à peu accessible et susceptible d'exploitation à des fins scientifiques, économiques, militaires et autres,

Affirmant qu'il existe une zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, qui est située au-delà des limites de la juridiction nationale,

Affirmant en outre que cette zone devrait être utilisée exclusivement à des fins pacifiques et ses ressources employées au profit de l'humanité tout entière,

Convaincue de la nécessité urgente de mettre cette zone à l'abri de tout empiètement, ou de l'appropriation par un Etat quel qu'il soit, lesquels seraient incompatibles avec l'intérêt commun de l'humanité,

Notant que l'institution d'un régime international équitable pour cette zone aiderait à déterminer les limites de la zone à laquelle ce régime doit s'appliquer,

Notant en outre les efforts que continue de déployer le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale pour élaborer un tel régime conformément aux dispositions de l'alinéa a du paragraphe 2 de la résolution 2467 A (XXIII),

1. *Prie* le Secrétaire général de s'enquérir des vues des Etats Membres sur l'opportunité de convoquer à une date rapprochée une conférence sur le droit de la mer, qui serait chargée de revoir les régimes de la haute mer, du plateau continental, de la mer territoriale et de la zone contiguë, de la pêche et de la conservation des ressources biologiques de la haute mer, afin notamment

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 29 (A/7629).

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, 1964, n° 7302.